



CTA du jeudi 8 décembre 2011, déclaration de la FSU

Ce premier CTA s'ouvre dans un contexte de plans de rigueur qui visent à faire payer la crise économique et financière aux salariés du public et du privé et à leurs familles. Pourtant cette crise est celle des marchés et des spéculateurs, d'un système économique libéral qui ne vit que pour lui-même en niant les individus. Les citoyens sont manipulés et saturés par une intox gouvernementale qui joue sur toutes les peurs et tente de diviser les salariés du public et du privé par un discours stigmatisant contre les fonctionnaires, tout cela pour faire accepter de nouveaux sacrifices, quand les décisions prises ne servent qu'à préserver les profits des actionnaires, à sauver les banques également responsables de la situation et à remettre en cause les acquis sociaux et les services publics, qui sont pourtant les meilleurs remparts contre cette crise.

L'Education Nationale et ses personnels paient le prix fort avec les autres fonctionnaires : salaires, retraites, sécurité sociale, formation, conditions de travail et d'emploi, précarité, le tout assorti du développement d'un management qui nie les missions, les métiers, l'expertise des personnels, génère de la souffrance au travail et cherche à mettre en concurrence les personnels entre eux. Le projet de décret sur l'évaluation, qui est rejeté par les personnels enseignants et d'éducation, va encore accentuer cette tendance.

Dans l'académie les effets de la diminution continue du nombre des personnels enseignants et non enseignants dans les écoles, établissements, services, se font durement sentir. Puisque la nouvelle gouvernance impose de s'intéresser aux résultats, faisons-le ! Les principaux indicateurs sont dans le rouge, avec une cohérence qui devrait amener à s'interroger sur les effets des contre-réformes qui nous ont été imposées, de la dégradation de l'offre et des conditions d'études à tous les niveaux, des difficultés croissantes des personnels à exercer leur métier dans des conditions correctes.

Pourtant, la réalité de la situation des écoles, établissements et services, n'apparaît pas du tout dans les documents, en dehors de la mention de la diminution du nombre des écoles et des classes, et de la hausse des moyennes par classe dans le premier degré.

Dans une académie particulièrement fragile, où l'enjeu de l'élévation du niveau moyen de formation est crucial, les indicateurs sont particulièrement préoccupants :

- Baisse des taux de réussite aux examens, notamment le DNB (-3,3pts) et le Bac professionnel (-4,8pts).
- Augmentation du taux de sortie en fin de 3eme, pourtant déjà très important (22,04%)
- Taux de passage en Sde inférieurs aux prévisions et baisse des entrées en LP.
- Décrochage en cours de cursus de Bac professionnel : 16,6% de taux de sortie en fin de Sde professionnelle, 14,3% en fin de Première professionnelle.
- Baisse des poursuites d'études des bacheliers professionnels et technologiques vers des BTS.

Ces résultats sont les conséquences du désengagement progressif de l'Etat dans ses missions de service public au profit d'objectifs calqués sur les besoins de l'économie locale et qui font reposer la responsabilité de la réussite ou de l'échec sur les familles et les jeunes, par le biais de l'individualisation des parcours. Pour les jeunes décrocheurs, repérés et fichés par les plateformes réparties dans l'académie, sous étroite surveillance interministérielle, ce sera la sortie précoce de l'école, et des dispositifs pour les rendre rapidement employables par les entreprises qui ont besoin d'une main-d'œuvre non qualifiée, mobile et malléable. Combien auront encore réellement la possibilité d'un retour en formation initiale sous statut scolaire ?

L'enseignement privé, dont les moyens sont relativement préservés en regard de ceux des structures publiques, tire profit de la dégradation de l'enseignement public, qui est également menacé par les orientations gouvernementales en faveur du développement de l'apprentissage et les campagnes qui le survalorisent, malgré son caractère toujours profondément discriminant. Dans la région, il est présenté comme un moyen privilégié d'élever le niveau de formation des jeunes, afin de répondre aux besoins locaux en emplois qualifiés, dans un accord avec Etat/Région qui n'a jamais été mis en débat dans les instances paritaires, pas plus que le CPRDFP, qui a pourtant un impact direct sur la carte des formations publiques. L'objectif est-il de diminuer les effectifs accueillis dans les écoles et établissements de l'académie pour tenter de justifier de nouvelles suppressions de postes ?

En regard des résultats indiqués ci-dessus, les orientations rectorales pour la prochaine rentrée, qui ne sont étayées par aucune analyse qualitative de la situation, sont particulièrement affligeantes : les prévisions d'effectifs sont alignées sur les tendances du constat de rentrée 2011. C'est bel et bien le renoncement à infléchir les régressions qui se dessinent, à quelques nuances près : un timide effort sur les entrées en Sde LEGT, en LP, en BTS. Cet effort ne pourra pas être soutenu par aucune amélioration des conditions d'études et de travail, la baisse globale des effectifs l'an prochain laissant présager une nouvelle amputation sévère des moyens de l'académie, qui pourrait sans doute aussi être « sanctionnée » pour ses erreurs de prévisions à cette rentrée.

Au fait, qu'en est-il du projet académique, qui devrait tracer les orientations jusqu'en 2015, et qui n'a toujours pas été soumis à l'avis des personnels ? Dans le projet de texte qui nous avait été communiqué en juin dernier, la principale marge de manœuvre rectorale était le renforcement de la gouvernance académique, la pression hiérarchique sur les personnels, à tous les niveaux. Nous serons particulièrement vigilants pour que les personnels ne soient plus les boucs-émissaires des carences de l'Etat, à partir d'indicateurs de performance qui se substituent à une analyse qualitative sérieuse de la situation académique et contribuent à développer des logiques managériales déjà bien à l'œuvre dans l'académie.

La FSU combat ce démantèlement du Service Public d'Education, ce rétrécissement du champ du service public au profit du privé et de l'apprentissage, ce renoncement à une réelle ambition pour tous les élèves, notamment ceux de milieux populaires. Ces orientations accentuent les inégalités et le tri social. La FSU exige d'autres choix. Confortée comme première fédération dans le secteur de l'Education par les élections professionnelles, elle agit pour que promouvoir l'investissement dans les Services Publics, notamment l'Education Nationale. Elle agit pour un la mise en œuvre d'un plan d'urgence et jouera tout son rôle de force de propositions pour le faire avancer.

Elle appelle les personnels à participer massivement à la journée d'action interprofessionnelle du 13 décembre et à la grève du 15 décembre pour le retrait des projets de textes sur l'évaluation des personnels d'enseignement et d'éducation.